

# Peut mieux faire

**Suite au point de presse du Premier ministre, Sidi Mohamed Ould Boubacar, qui a dressé un bilan d'étape de 43 jours de transition et la mise sur pied des trois comités interministériels, la classe politique a eu une réaction globalement positive.**

Cependant on a noté quelques grincements de dents, notamment de la part du Front Populaire de Mohamed Lemine Chbih O. Cheikh Melainine.

Entièrement satisfait, le RFD de Ahmed Ould Daddah, deux fois candidat malheureux aux présidentielles de 1992 et 2003, qualifie de "bon" le discours du Premier ministre. Une manière de dire que la transition est sur de bons rails après ce premier bilan d'étape.

Du côté de l'UFP, on se réjouit également du nouveau climat politique qui prévaut dans le pays, après l'avènement du CMJD, qui permet à toutes les formations de continuer leurs activités. Un

constat fait par Mohamed Ould Maouloud, président du parti, à l'occasion d'un meeting de quartier tenu à Arafat samedi dernier. Toutefois, par rapport au processus global de transition, l'UFP continue à réclamer le retour des réfugiés, en considérant que le plus important n'est pas leur nombre, mais le fait qu'il puisse en exister. En fait, là, l'état d'esprit est clair: la transition doit se faire avec la participation de tous les Mauritaniens, sans exclusive.

Le Front Populaire, qui réclame la suppression du Sénat, l'augmentation du nombre de députés et la modification du mode de scrutin, pour ce qui concerne leur élection, n'est pas d'accord avec la démarche des comités interministériels et juge excessive l'importance qui leur a été accordée. Cette même formation relève que les nouvelles autorités ont transformé des comités interministériels "en commissions souveraines", ce qui revient à dire que l'avis de la classe politique et de la société civile n'aurait pas été suffisamment pris en compte.

## **DSF réclame un antidote contre les coups d'Etat**

Au sujet des réformes constitutionnelles annoncées, Démocrates Sans Frontières continuent à exiger le retour à la légalité constitutionnelle. Cette organisation "spontanée", née après le renversement de Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya le 03 août dernier, rappelle que le problème de la Mauritanie "aujourd'hui n'est pas tant une constitution que les moyens de protéger celle-ci contre de nouveaux constituants en uniforme".

En fait, pour cette organisation, la question qui se pose est la suivante: "Comment faire pour qu'un autre putsch ne vienne pas nous imposer sa vision et sa constitution? Cela d'autant plus qu'il n'y a pas de raison que la constitution issue du CMJD soit plus immunisée contre le putsch que celle de 1991, les mêmes cerveaux ayant présidé à la confection de l'une et de

## Suite de la Une

l'autre". Quant au volet économique, notamment l'évaluation de la situation financière de l'État jugée "grave", l'annonce de la création d'une inspection générale chargée du contrôle du service public et l'adhésion de la Mauritanie à l'initiative de transparence sur l'utilisation des ressources extractives, c'est une "décision louable" selon Démocrates sans frontière qui approuvent ces démarches.

### **RDU et UDP satisfaits**

---

Le RDU, par la voix de Mohamed Mahmoud Ould Taleb, chargé de communication, se dit "satisfait" de la volonté de communiquer du nouveau gouvernement et qualifie leurs indicateurs de "bons" pour ce qui concerne l'appréciation du bilan d'étape présenté par le Premier Ministre.

L'UDP se retrouve aussi dans l'action des nouvelles autorités et fonde beaucoup d'espairs sur la transition qui va ouvrir une ère de véritable démocratie pour le pays. Une position exprimée récemment dans la presse officielle par sa présidente, Naha Mint Mouknass.

Pour l'APP, le travail des comités interministériels s'est fait d'une manière inverse de celle qu'elle aurait souhaité. Même si, par ailleurs, le fait que le bilan d'étape, qui laisse apparaître une avancée par rapport à la feuille de route, procure une certaine satisfaction. Toutefois, le secrétaire général de ce parti, Ladji Traoré, rappelle que le CMJD a hérité d'une situation politique, économique et sociale grave et d'un lourd passif humanitaire. Ce responsable estime que la transition doit trouver une solution pour le problème des déportés, dans la perspective d'un retour organisé avec toutes les conséquences de droit.

L'APP réclame aussi des poursuites judiciaires contre le chef déchu, Maaouya Ould Sid' Ahmed Taya, "pour les crimes innombrables, collectifs et individuels, qu'il a commis ou permis de commettre sous son long et sombre règne".

Sur le plan de la gestion du régime déchu, les amis de Messaoud Ould Boulkheir estiment nécessaire "un audit international", pour vérifier des allégations soutenant que Maaouya Ould Taya aurait amassé une grosse fortune.